



Elections présidentielles et législatives : PAR NOS LUTTES ET PAR NOS VOTES TOUS ENSEMBLE GAGNONS LE PROGRES SOCIAL

Pour nos Services Publics

Les politiques d'austérité, la réforme territoriale, celle de l'État et de l'Hôpital sont des outils d'adaptation de l'action publique aux impératifs du capital au détriment des besoins des usagers et des conditions de travail et d'emploi des agents. Ces politiques sont partout un échec et provoquent chômage, paupérisation, désindustrialisation, affaiblissement de la cohésion sociale. **Il est urgent de rompre avec cette orientation destructrice !**

Les besoins fondamentaux de la population doivent impérativement être démarchandisés, les actionnaires doivent être sortis des processus de décisions. On nous répond : « c'est impossible, la France est endettée... ». STOP ! La dette est créée chaque jour en finançant les profits des grands groupes et d'une infime minorité.

À la CGT, nous disons : cet argent est produit par les travailleurs, il doit leur revenir et servir la population, l'intérêt général !

Les moyens existent :

✦ **Arrêt des cadeaux et avantages aux patrons** qui n'ont servi à rien à part enrichir les plus riches : **40 milliards d'€ par an** ont été dépensés pour le Crédit Impôt Compétitivité Emploi et le pacte de compétitivité,

✦ **Renforcer les finances publiques et les douanes** pour contrôler efficacement la fraude fiscale : **80 milliards d'€ par an**,

✦ **Supprimer les niches fiscales** rapporterait **50 milliards d'€ par an**,

✦ **Taxer au travers de l'impôt** les plus riches et donc augmenter le nombre de tranches pour un impôt plus juste et plus égalitaire, apporterait **18 milliards d'€ supplémentaires par an**.

✦ **Le salaire des grands patrons des secteurs publics actionnalisés** est au comble de l'indécence : 1 500 000 € par an par exemple pour le patron de Orange-France Telecom. Cet argent pourrait être investi pour le public.

La CGT revendique :

- une augmentation conséquente de la valeur du point,
- des créations d'emplois statutaires pour les missions publiques,
- de nouvelles mesures fortes permettant la réduction de la précarité,
- l'amélioration des conditions de travail,
- la défense des acquis en matière de temps de travail,
- l'abrogation du RIFSEEP (Régime indemnitaire des Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel)

**Pour développer des Services Publics
répondant aux besoins de la population :**

**il faut que les secteurs indispensables aux besoins humains
ne soient pas soumis aux intérêts financiers
au détriment de l'intérêt général**

La CGT a identifié :

✦ Les secteurs indispensables aux besoins humains

- l'eau : besoin vital
- l'énergie (se chauffer)
- la santé (se soigner et prévenir)
- l'éducation (s'émanciper)
- le logement (lutter contre la précarité)
- les transports (se déplacer librement)
- les télécommunications (communiquer avec facilité)

**✦ Les secteurs dans lesquels il est indispensable que l'État soit
décideur et acteur :**

- les finances publiques
- les douanes
- la sécurité intérieure (police) et extérieure (défense)
- la justice
- les infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et
aéroportuaires

✦ Les secteurs pour assurer l'avenir de notre pays :

- la recherche (fondamentale, médicale, technologique...)
- les banques (pôle public bancaire)
- l'environnement (agriculture, forêt, traitement des déchets, etc)